

*Marc Abélès, Lynda Dematteo*

## **Axe politique de l'IIAC**

Journées d'étude « 40<sup>e</sup> anniversaire de l'EHESS »

Salle 015 RdC, bât. Le France, 190-198 av de France 75013 Paris

### **RÉINVENTIONS PERMANENTES**

#### **Les anthropologues du politique aux prises avec leur temps**

Deux journées d'étude mobiliseront des chercheurs de l'EHESS issus de différents centres, des chercheurs extérieurs et des collègues étrangers, connus pour leurs contributions scientifiques relatives aux mutations disciplinaires passées et présentes, pour évoquer le désir de renouvellement disciplinaire qui anime les anthropologues du politique depuis la fin des années 1960. Les jeunes anthropologues de cette génération voulaient « réinventer leur discipline » comme le formula Dell Hymes et ils y sont parvenus en bouleversant de manière irréversible le paysage anthropologique aussi bien par leurs productions que par leurs engagements. L'anthropologie politique est sans doute l'une des disciplines des sciences sociales qui a connu les redéfinitions épistémologiques les plus radicales depuis 40 ans. L'anniversaire de l'EHESS sera l'occasion de revenir sur les travaux qui s'inscrivent dans cet effort de réinvention. Les fondements scientifiques de la discipline ont volé en éclats. Les anthropologues occidentaux, bousculés par les travaux critiques émanant des études littéraires, ont redéfini leur rapport au terrain. Le paradigme de l'altérité a été remis en cause et la politique de l'anthropologie entièrement redéfinie. La pratique du terrain n'a aujourd'hui plus rien à voir avec ce qu'elle était dans l'immédiat après-guerre. Le développement d'anthropologies nouvelles, étrangères aux trois grandes « écoles » dont l'histoire se confondait avec celle du colonialisme (américain, britannique et français) nous a fait entrer dans une nouvelle phase. Les études postcoloniales ont décentré le regard des anthropologues européens.

Aujourd'hui, la globalisation place les anthropologues du politique devant de nouveaux défis. Pourquoi doivent-ils se saisir de nouveaux objets, explorer de nouvelles stratégies ethnographiques et inventer de nouveaux agencements ? Les différentes structures de pouvoir s'avèrent plus difficile à saisir aujourd'hui que dans les années 1960, car les « lieux du politique » se sont déplacés. Cependant, l'anthropologie du politique est paradoxalement mieux armée pour aborder le contemporain, car elle est née en pensant un en-deçà de l'Etat et il lui faut à présent penser un au-delà de l'Etat. Le relatif déclin des Etats-nations et l'émergence du « global-politique », ces nouvelles configurations globales s'incarnant en partie dans des organisations internationales qui produisent et diffusent des concepts à l'échelle planétaire, focalisent aujourd'hui son attention, tout comme les réactions que les processus de globalisation génèrent en retour. L'anthropologie a longtemps privilégié le lointain et les marges des sociétés occidentales en considérant, dans une perspective foucauldienne, les manières dont le pouvoir s'imprime sur les corps. Ces deux approches ne sont pas contradictoires, elles sont bien plutôt complémentaires. Le pouvoir suscite inmanquablement des résistances de la part de ceux qui cherchent à s'y soustraire, voire à s'y affronter. L'anthropologue, sur ses terrains, est depuis toujours pris dans ces rapports de forces opposées qu'il s'efforce de décrypter et parfois même de déplacer.

Quel rôle les anthropologues de l'EHESS auront-ils joué dans cette vaste entreprise de repositionnement scientifique ? Dans quelle mesure les échanges avec les collègues des autres continents ont-ils nourri la réflexion critique ? De quelles manières le dialogue interdisciplinaire a-t-il contribué à ce vaste travail de redéfinition disciplinaire ? Comment les anthropologues du politique, en prise avec leur temps et ses incertitudes, s'efforcent-ils de réinventer leur travail de

chercheur et l'anthropologie elle-même ? Comment se frayent-ils des voies de traverses pour mieux saisir le politique dans ses manifestations les plus contemporaines ?

## **Jeudi 16 avril 2015 - RÉINVENTIONS THÉORIQUES 1**

*Penser, agir, résister: les grands enjeux de l'anthropologie politique*

### **1<sup>ère</sup> session : S'engager/Rester connecté**

**9h-12h30**

Nos manières de travailler sont constamment déstabilisées et doivent être repensées en fonction des situations vécues sur le terrain. Grâce à internet, les anthropologues sont aujourd'hui connectés en permanence avec leurs interlocuteurs sur le terrain. Comment cela modifie-t-il les pratiques d'enquêtes ? Les réseaux sociaux semblent aujourd'hui en mesure de concrétiser l'idéal dialogique et collaboratif que les anthropologues des années 1980 appelaient de leurs vœux. Quelles sont les avantages, mais aussi les difficultés, que pose cette nouvelle situation ? Cette première session s'interrogera sur les nouvelles relations ethnographiques dans le monde connecté, leur complexité, leurs promesses et leurs risques.

Marc Abélès (IIAC), *Engagement ? Implication ? Perspectives pour une anthropologie du XXI<sup>e</sup> siècle*

Lorsqu'on interroge les conditions de production de l'anthropologie, la question de la situation du chercheur et de son engagement se trouve bien évidemment posée. Il faut cependant introduire une nuance entre d'une part le fait d'être engagé dans une situation, au sens où l'expression *engaged* renvoie à l'idée d'une implication, et d'autre part ce que l'on entend le plus souvent en France par engagement, dans un second sens, en quelque sorte sartrien, du terme et qui est inséparable d'une prise de parti, de la volonté assumée de soutenir un groupe ou une cause. Aujourd'hui, la vision traditionnelle d'un anthropologue solitaire, sûr de son savoir, légitimé par sa position institutionnelle et n'ayant aucun compte à rendre à des groupes qui ne disposent pas des moyens d'accéder à ses résultats ne tient plus. Cette représentation de l'anthropologie, est battue en brèche par les processus de circulation dans le contexte de la globalisation et par le développement d'internet qui ouvre des possibilités nouvelles de dialogue à distance et en temps réel entre les partenaires d'une situation ethnographique, aussi éloignés soient-ils en apparence. Autrement dit, l'anthropologie fonctionne toujours au lieu du politique. C'est autour de cette proposition et des débats qu'elle suscite qu'on essaiera de nouer quelques éléments de réflexion.

Rosalind Morris (Columbia University), *For an Ethnography of Communication Beyond Connectivity*

What do we index and what we mean when we speak of new mediatic technologies as permitting a permanent connection with the field? In what ways is the concept of connectivity transforming our understanding of the task of ethnography, while displacing a concept of communication and thus relation? Beyond the rhetorical displacement, and the substitution of quantitative and scalar analyses for the reading of significance, I will consider the implications of this new formulation (ubiquitous and revelatory of our time) for an understanding of the concept of the political. To do so, I shall return to Pierre Clastres, who famously described the political philosophy of Amerindian societies as a disavowal of the otherwise immanent principle of the state. Clastres's argument depended on the structural opposition (already developed in the writings of Marcel Mauss, and

brought to the status of paradigm by Claude Lévi-Strauss) between language and violence, and on the idea that communication and exchange are not only correlate, but that the sublation of violence in its symbolic mimesis, whether in language or in the “silent metaphor” of ritual, constitutes the ground of its transcendence and thus the foundation of political life. Communication technologies that promise relative immediacy are often said to transform this relation. Thus, they tend either to be granted the capacity to produce new communities-at-a-distance, and are said to contain within themselves the promise of revolution without the Terror (this is social mediatic utopianism). Or, they are accused of accelerating contact to such a degree that they foment incendiary relations, miscommunications, and unwanted intensifications (Marshall McLuhan’s vision of the global village as a space of terror). But, in both cases, the social relations enabled by the media are assumed to have been structured by the technological media in a manner that makes the former not only an effect but a structuring principle of the latter. Communication comes to be thought in terms of connection, and on the model of a universal orality; the problem of the unconscious, produced in and through repression, recedes from analytic view. What happens, then, to that prior structuring opposition between language and violence, if the (ostensibly) primary function of mediating an undesired contact loses its efficacy? This question will be explored with relation to an ethnography of South African gold mining communities.

Mariella Pandolfi (Université de Montréal), *Face au contemporain, l’anthropologie est-elle acculée au pied du mur ?*

*The Economist* consacrait récemment un dossier spécial (2011) aux chefs de file à l’ère de l’information, qu’il qualifiait et quantifiait affectueusement sous les traits d’une minorité éparse : « the few ». L’épithète éveille la curiosité. En effet, un tel dénombrement suggère inévitablement une certaine distinction des masses, du peuple ou même de la majorité, auquel le magazine hebdomadaire superpose un euphémisme qui ne cesse de sous-tendre l’idée d’« élus ».

Lors de deux expériences de terrain, j’ai eu l’opportunité d’être confronté aux élites dans un contexte de changements sociopolitiques rapides et substantiels. Ces derniers ont été des interlocuteurs clé de mes recherches sur des questions politiques contemporaines. Mais que signifie une confrontation entre l’anthropologie et ces « quelques-uns » ? Que se passe-t-il lorsque l’informateur est en position de pouvoir ? Quelle autorité l’anthropologie détient-elle en relation à ceux-ci ?

Or, comme le suggère la perspective foucauldienne, les « quelques-uns » devront d’abord et avant tout être appréhendés en tant qu’effet de pouvoir. Je reviendrai donc sur ces questions en interrogeant certains modes d’imbrication de l’anthropologie aux rapports de force contemporains, en m’attardant aux nombreuses ambivalences qui en découlent.

Lynda Dematteo (TRAM/IIAC), *Quand les blancs se font les « autres culturellement répugnants » de l’anthropologie*

Certains anthropologues choisissent des objets de recherche qui apparaissent répugnants aux yeux de leurs collègues, c’est notamment le cas des groupes antimodernistes comme les militants d’extrême droite ou les fondamentalistes chrétiens. Ces choix d’objet que certains n’hésitent pas à qualifier de « pervers » soulèvent des questions anthropologiques spécifiques et mettent à l’épreuve les instruments d’analyse forgés pour étudier les cultures non-occidentales ou les marges. L’anthropologue est alors tiraillé entre le rejet de l’imaginaire politique qu’il étudie et la nécessité de remettre en cause les discours désobligeants qui nourrissent (par réaction) la construction identitaire de ses interlocuteurs sur le terrain. Cette contribution explorera les implications

épistémologiques et politiques de ce renversement dans la relation ethnographique pour mieux repenser la démarche anthropologique.

Laetitia Atlani-Duault (IRD), *Les sciences sociales saisies par la justice*.

Depuis une quinzaine d'années, les chercheurs en sciences humaines et sociales se retrouvent de plus en plus souvent engagés, de manière volontaire ou involontaire, dans des procédures judiciaires. Nous mettrons l'accent ici sur la montée en puissance de la judiciarisation de la recherche et de la controverse scientifiques pour mettre en évidence deux choses : les nouvelles pratiques engendrées par des cas particulièrement forts, ainsi que les enjeux et les déclinaisons de cette dynamique. Cette judiciarisation et les pratiques qu'elle engendre ne sont pas récentes. Mais elles se généralisent actuellement, posant incidemment la question de la protection des chercheurs et de leur métier et engendrant des tensions ou des frottements, tant il est vrai que le rapport à la vérité se pose pour eux de manière spécifique : la production et la diffusion de connaissances, décisives dans la recherche, entrent en confrontation avec la demande publique ou avec la nécessité de trancher des cas où des affaires (Atlani-Duault et Dufoix, *Chercheurs à la barre*, 2014).

## **2<sup>ème</sup> session : Résister/Agir**

**14h-17h30**

Restituer le point de vue des subalternes pour décentrer le regard que l'on porte ordinairement sur le pouvoir est déjà en soi un acte de résistance. Certains anthropologues vont plus loin encore et passent à l'action, en s'appuyant sur les instruments conceptuels de leur discipline. Cette session explorera les virtualités politiques du savoir anthropologique.

Emmanuel Terray (IIAC EHESS), *Logique de la recherche et logique de l'action*

Riccardo Ciavolella (IIAC), *Vers une « politique du peuple » : une réflexion gramscienne sur le rapport entre anthropologues et mouvements « populaires »*

À partir d'une analyse de l'influence de Gramsci sur l'anthropologie politique, cette intervention montrera, dans un premier temps, l'évolution de ce que l'on a pu entendre dans la discipline par « politique populaire », où l'anthropologie rencontre l'histoire sociale et la théorie critique. Dans un deuxième temps, on interrogera la possibilité de mettre à jour cette littérature, en montrant la difficulté, dans le monde actuel, d'identifier des rapports de subalternité directs, ainsi que les impasses ou les possibilités, pour l'anthropologue qui se veut « organique », d'établir des liens d'identification avec un « peuple » lorsque celui-ci semble avoir des « valeurs » et des « aspirations » politiques différentes.

Catherine Neveu (IIAC-TRAM), *Décentrer les citoyenneté(s) en contexte : retour sur la construction d'un objet*

Cette intervention reviendra sur la manière dont la construction progressive d'une anthropologie politique des processus de citoyenneté s'est enracinée dans un « pas de côté » vis à vis des représentations dominantes dans les débats politiques des années 1980 en France. Elle soulignera comment « le poids » historique de cette notion dans le contexte français a contribué à la faiblesse d'une anthropologie de la citoyenneté alors même qu'elle se développait rapidement dans le reste du monde. S'engager dans un tel « décentrage » par rapport à la puissance normative des conceptions de la citoyenneté, permet pourtant de saisir à nouveau frais des processus de

subjectivation politique et des imaginaires politiques. C'est alors la tension entre émancipation et discipline en tant qu'elle est constitutive des processus de citoyenneté qui en fait un objet particulièrement « bon à penser » pour les anthropologues, ainsi qu'un outil pour repenser les formes contemporaines du politique.

Barbara Glowczewski (LAS), ***Pour une anthropologie responsable : du terrain aux politiques, le conflit des idéologies***

Depuis la dénonciation de l'ethnocide par Robert Jaulin dans les années 1960, la place des peuples autochtones tant en anthropologie que sur la scène politique a bien changé. Après trente années de mobilisation indigène à travers le monde, la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones a été signée en 2007 avec diverses répercussions selon les pays, comme en témoigne par exemple les travaux du programme européen SOGIP. En Australie, au Canada ou au Brésil des centaines d'anthropologues se sont trouvés engagés comme conseillers dans des revendications foncières ou d'autres domaines (éducation, justice, santé, etc). Leur posture varie considérablement selon les législations et les enjeux politiques et économiques de chaque pays, voire de chaque région. Ainsi à côté des anthropologues qui soutiennent des autochtones sur le terrain, au risque parfois de se retrouver sommés en justice, ou qui militent dans des ONG, il y a aussi ceux qui surfent depuis des années sur la manne de la préparation de divers rapports d'expertise pour des intérêts privés ou pour l'Etat. Bureaucratie infernale qui paralyse souvent toute action, et peut même aboutir, comme actuellement en Australie, au projet de fermeture de communautés aborigènes. Une question posée à l'anthropologie politique aujourd'hui est celle de la responsabilité de ces "expertises" tramées de conflits idéologiques qui divisent autant notre discipline qu'ils déchirent les populations étudiées, y compris leurs membres qui s'engagent dans l'académie, la politique ou diverses formes de défense ou promotion de leurs ressources.

Michel Naepels (IRIS), ***Prendre soin des renoncules***

La surexploitation (des « ressources naturelles » comme de la « force de travail ») est une norme mondiale : hypothèse globale-politique. Nous assistons à la destruction conjointe de mondes sociaux et de mondes naturels : hypothèse de l'écologie politique. Par l'enquête ethnographique, par ses traditions conceptuelles, par ses renouvellements subalternistes et féministes, l'anthropologie politique a de quoi faire, en pensant la manière dont se nouent aujourd'hui domination, reproduction sociale, violence et transformations de l'environnement.

## **Mercredi 17 juin 2015 - RÉINVENTIONS THÉORIQUES 2**

*L'anthropologie politique et les défis du XXIe siècle.*

### **Session conclusive : Réimaginer/Intervenir**

Quels seront les grands enjeux du XXIe siècle ? Comment les hommes du futur réimagineront-ils la vie ? Quel rôle les anthropologues seront-ils amenés à jouer dans ce vaste chantier de redéfinition du réel ? Comment pourront-ils intervenir en déplaçant le cadre des représentations ethnographiques définies par les pères fondateurs de la discipline ? Divers supports de représentations ethnographiques et différents dispositifs d'intervention artistique seront envisagés.

Nancy N. Chen (University of California, Santa Cruz), **Reinventing the Good Life: Paradoxical Thinking in Contemporary Times**

Ecological practices of daily life have taken on new urgency and approaches as consumer citizens increasingly voice awareness of sustainability. As China goes green, so too its markets which offer an array of products to purify drinking water, reduce indoor air pollution, and recycle materials for consumer goods. Environmental consciousness in contemporary China is increasingly framed as located in consumer choices as well as state campaigns. This workshop presentation will focus on what I refer to as everyday ecologies - personal engagement with social and material worlds through forms of consumption especially food and medicine that shape frameworks of health.

The key question that drives this examination is: What is the Good Life in 21<sup>st</sup> century China? The China Dream campaign launched in 2013 has encouraged citizens to reimagine themselves and the nation. What are possible shifts in notions of wellbeing, fulfillment, or prosperity that accompany contemporary material transformations? Growing affluence can not only mean increased demand on resources but also the possibilities of increased awareness and desires for greener living and values from earlier social and political moments. As an anthropologist encountering these reinvented notions, I examine sites where state organizations and activist groups engage in defining paradoxical notions of the good life in new China by promoting self reliance and securing the future. Through stories of managing risk on a daily basis, we will explore notions of resilience as well as everyday ecologies of safety and wellbeing.

Eric Wittersheim (IRIS), ***Plus de son, plus d'image : l'anthropologie politique, du terrain au texte***

La notion de situation coloniale, comprise et décrite comme une situation précise à un moment et en un lieu donné (Gluckmann) ou comme une situation sociale et politique plus générale (Balandier), s'avère un point de départ stimulant pour transposer en film les recherches ethnographiques de terrain. Mais les anthropologues ne se sont guère saisis de cet outil théorique et méthodologique pour appréhender le/la politique en action, notamment par le biais de la photographie ou du film. Qu'est-ce qui empêche les anthropologues de voir et d'entendre, pour s'en tenir à la seule forme écrite, en faisant généralement l'impasse sur toute référence visuelle dans leur restitution de l'expérience politique ?

Cette communication revient sur une expérience d'aller-retour entre écriture anthropologique et réalisation d'un film documentaire sur un même sujet : une campagne électorale qui s'est déroulée en avril-mai 2002 dans un petit Etat indépendant de Mélanésie, le Vanuatu. Le fait de mener à bien, en parallèle, la rédaction d'une thèse d'anthropologie politique et la réalisation d'un film (*Grassroots, ceux qui votent*) souligne la difficulté de l'anthropologie politique à faire usage d'autres types de sources (images, son) et d'autres ressorts narratifs (émotion, ellipses, rythme) que celles que lui ont attribuées ses pères fondateurs, Evans-Pritchard et Meyer Fortes.

Caterina Pasqualino (IIAC), ***Performance, interaction et expérimentation visuelle.***

Investir le réel, c'est nécessairement le modifier. La question posée sera la suivante : comment l'investigation visuelle du terrain conçue sur le mode opératoire d'une mise en scène, est à même de modifier fondamentalement la nature de l'approche anthropologique ?

Patricia Falguière (CESPRA), ***Artiste / anthropologue : Retour à l'envoyeur***

Michel Agier (IIAC LAU), *Repenser les frontières, aujourd'hui, demain. Les enjeux d'une anthropologie publique*